

Stéphanie Lalande

Avocate, Coordonnatrice de la section
Droit du travail | Montréal



Contact

t. 514 876.6269
f. 514 876.6369
slalande@belangersauve.com
[Télécharger le contact \(Vcard\)](#)



Chantal Asselin
Adjointe juridique

t. 514 878.3081 #2316
f. 514 878.3053
casselin@belangersauve.com

Me Lalande est affectée à la section Droit du travail depuis 2010.

Dans le cadre de sa pratique, elle participe activement à la préparation des dossiers en vue de représenter les intérêts des clients du cabinet, s'occupe de recherches juridiques, de la rédaction d'opinions juridiques et représente divers clients devant les tribunaux en droit du travail.

Me Lalande est coordonnatrice de la section Droit du travail du cabinet.

Formation

Barreau du Québec (2010)

Université de Montréal
Baccalauréat en droit (2009)

Réalisations professionnelles

Négociation de conventions collectives.

Préparation de dossiers d'arbitrage, notamment en matière de harcèlement en milieu de travail et de congédiement.

Représentations devant les tribunaux d'arbitrage et le Tribunal administratif du travail (TAT).

Rédaction de procédures, d'opinions et de plans d'argumentation.

Participation à la rédaction d'avis administratifs et disciplinaires dans le domaine de la discipline policière.

Recherches jurisprudentielles et doctrinales dans le cadre de litiges en droit du travail.

Rayonnement Professionnel

Membre du Barreau du Québec et de l'Association du jeune Barreau de Montréal depuis 2010.

Elle est co-rédactrice du livre : *Les relations au travail en milieu municipal*, Éd. CCH, [Commander l'ouvrage >>>](#)

Elle a écrit de nombreux articles en rapport avec ses domaines d'expertise, dont notamment :

VIDÉO - L'accommodement et la santé-sécurité, marche à suivre suite aux décisions de la Cour d'appel
(Mai 2016), en collaboration avec Frédéric Poirier [Visionner la vidéo >>>](#)

Blague de mauvais goût et religion : un mélange explosif
Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Février 2016, [Consulter l'article >>>](#)

Accommodement à l'égard des travailleurs victimes d'une lésion professionnelle

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Décembre 2015, [Consulter l'article >>>](#)

La réduction des avantages sociaux des nouveaux employés; la Cour d'appel se prononce

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Août 2015, [Consulter l'article >>>](#)

L'analyse des contrats à durée déterminée selon la Commission des relations du travail

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Mai 2015, [Consulter l'article >>>](#)

L'allaitement maternel est-il générateur d'une obligation d'accommodement pour l'employeur?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Janvier 2015, [Consulter l'article >>>](#)

La renonciation au délai de congé du salarié démissionnaire; la Cour suprême remet les pendules à l'heure

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Novembre 2014, [Consulter l'article >>>](#)

La non-renouvellement d'un contrat à durée déterminée en milieu municipal

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Août 2014, [Consulter l'article >>>](#)

Les conditions d'ouverture aux recours découlant de la Loi sur les cités et villes et du Code municipal.

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Mai 2014, [Consulter l'article >>>](#)

L'importance de l'enquête précédant la destitution d'un fonctionnaire municipal.

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Février 2014, [Consulter l'article >>>](#)

Le fardeau de preuve requis en matière de discrimination : la Cour d'appel précise ses exigences.

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Novembre 2013, [Consulter l'article >>>](#)

Tests aléatoires de dépistage d'alcool au travail : la Cour suprême se prononce.

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Août 2013, [Consulter l'article >>>](#)

L'employeur peut-il renoncer au délai de congé du salarié démissionnaire?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Mai 2013, [Consulter l'article >>>](#)

Le remboursement des honoraires professionnels pour les employés et élus municipaux; un régime de protection absolu?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Mars 2013, [Consulter l'article >>>](#)

Les conséquences disciplinaires d'un employé suite au dépôt d'une plainte contenant de fausses accusations.

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Décembre 2012, [Consulter l'article >>>](#)

Tatouage, piercing, tenue vestimentaire; quels sont les droits de l'employeur?

Publication CCH Bulletin municipal et droit public, septembre 2012, [Consulter l'article >>>](#)

Les salariés accidentés du travail; l'arbitre a-t-il compétence pour trancher?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Juin 2012, [Consulter l'article >>>](#)

La fin d'emploi d'un fonctionnaire municipal en période de probation constitue-t-elle une «déstitution»?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, mars 2012, [Consulter l'article >>>](#)

La surveillance des courriels : mythe ou réalité ?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Juin 2011, [Consulter l'article >>>](#)

L'obligation d'accommodement et les obligations parentales : quoi faire?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Mars 2011, [Consulter l'article >>>](#)

Exiger le remboursement des frais de formation à un employé : est-ce possible?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Décembre 2010, [Consulter l'article >>>](#)

Le système GPS : le retour de Big Brother?

Pub. CCH Bulletin municipal et droit public, Septembre 2010, [Consulter l'article >>>](#)